

DECISION N°2023-120

Objet : Achat de présents au profit des partenaires de l'IUT d'Université Côte d'Azur.

LE PRESIDENT DE L'ETABLISSEMENT EXPERIMENTAL UNIVERSITE COTE D'AZUR

Vu le Code de l'éducation ;

Vu le décret n°2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2018 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le règlement intérieur d'Université Côte d'Azur ;

Vu la délibération n°2020-01 du 9 janvier 2020 portant élection de M. Jeanick BRISSWALTER en qualité de Président d'Université Côte d'Azur ;

Vu la délibération n°2022-039 du 15 mars 2022 relative à la délégation de pouvoir du Conseil d'administration au Président d'Université Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté n°149-2020 du 3 février 2020, portant délégation de signature du Président d'Université Côte d'Azur à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration d'Université Côte d'Azur ;

AUTORISE

Article 1 : L'achat de 120 pots de confiture d'un montant unitaire de 4.97€ HT soit un montant total de 629.20€ TTC (selon devis joint) au profit des partenaires de l'IUT d'Université Côte d'Azur, pour les remercier de leur collaboration.

Article 2 : Le Directeur Général des Services et l'Agent Comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Nice, le 7 décembre 2023

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : **2023-120**
TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITES :
PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET D'UNIVERSITE COTE D'AZUR LE :

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DECISION : *En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de décision à caractère réglementaire.*

DEVIS DV0752 DU 04/12/23

Mode de règlement : Virement à 30 jours
Compte client : CUNIVCA
Responsable : MARCHAND JULIE
Téléphone :
Mail : jmarchand@adapeiam.fr

UNIVERSITE COTE D'AZUR

LE GRAND CHATEAU
28 AVENUE DE VALROSE - BP 2135
06100 NICE CEDEX 2

Contact

Référence

Le devis est valable 30 jours à compter de sa date d'émission.

Nous tenons par la présente à vous remercier pour la confiance que vous nous témoignez.

En ce qui concerne les conditions d'exécution du travail pour lequel vous nous sollicitez, toutes les matières premières et fournitures sont fournies par vos soins.

Les tarifs sont consentis pour l'année en cours et sont révisés en janvier de chaque année. Ils ne comprennent pas l'enlèvement des matières premières et la livraison après conditionnement de la marchandise. Une participation aux frais de transport vous sera facturée à chaque enlèvement ou livraison de marchandises pour votre compte.

Vous voudrez bien nous retourner ce devis accepté (cachet commercial + signature) accompagné d'un bon de commande et du bon de livraison des matières premières.

En espérant que notre proposition recevra votre agrément.

Code article	Désignation	Qté	Px unitaire	Remise	Montant HT	TVA
ZCFRAISC	CONFITURE DE FRAISE ET DE CITRON DE MENTON 200G	120,00	4,9700		596,40	C021
	RAMASSE LE 11/12 PAR STEF					
	Siret 13002566100013					

Le client a pris connaissance des conditions générales figurant au verso et les accepte expressément. Par la signature du devis, le client accepte sans réserve les termes de ladite commande, ainsi que l'intégralité des présentes conditions générales de vente (CGV).

BON POUR ACCORD, CACHET ET SIGNATURE

Detail TVA

Code	Taux	Montant
C021	5,5%	32,80

Total Brut HT	596,40 €
Remise	0,00 €
Total HT Net	596,40 €
TVA	32,80 €
Total TTC	629,20 €
Net à payer	629,20 €

Conditions Générales de Vente des Prestations réalisées par l'ESAT

I – Objet :

- 1.1. Les prestations de services réalisées par l'ESAT sont définies conjointement par le client et l'ESAT. A cet effet, un bon de commande ou un devis est établi par L'ESAT et daté et signé par les parties, en double exemplaire. Les devis ou bons de commande adressés au client ont une validité de UN mois.
- 1.2. Les commandes sont fermes et non modifiables. Toute modification des prestations commandées fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties. Une demande de modification pourra engendrer l'établissement d'un nouveau devis ou bon de commande, à la suite de l'appréciation par l'ESAT de la faisabilité de cette nouvelle commande.
- 1.3. Par la signature du bon de commande ou du devis, le client accepte sans réserve les termes de ladite commande, ainsi que l'intégralité des présentes Conditions Générales de Vente (CGV).

II – Tarifs :

- 2.1. Les prestations effectuées par l'ESAT donnent lieu à une contrepartie financière fixée d'un commun accord par les parties. Le bon de commande ou le devis signé mentionne le montant ou les modalités de calcul de cette contrepartie.

III – Livraisons :

- 3.1. Si le client fournit les matières premières, les conditions et délais de livraison de ces matières premières seront précisés par écrit sur le bon de commande ou le devis ou un document annexe. Le client assume seul l'intégralité des conséquences liées à un retard dans la mise à disposition de ces matières premières ou dans la transmission des instructions de fabrication.
- 3.2. La livraison des produits finis s'effectue selon les conditions et l'échéancier définis d'un commun accord par écrit. Toutes les livraisons réalisées par l'ESAT feront l'objet d'un bordereau de livraison établi en deux exemplaires, datés et signés lors de la réception par le client. Les délais de livraison sont indicatifs et ne peuvent entraîner la responsabilité de l'ESAT qu'en cas de faute répétée et après une mise en demeure de livrer adressée par le client.
- 3.3. Pour toute livraison effectuée par transporteur autre que l'ESAT, la livraison s'effectue lors de la remise de la marchandise par l'ESAT au transporteur choisi par le client. A ce titre, le client a la charge de souscrire toutes polices d'assurance nécessaires pour couvrir ces risques et cette responsabilité.

IV – Délai de réclamation :

- 4.1. Le client doit vérifier l'état des produits à la livraison et faire, le cas échéant, toutes réserves utiles sur le bordereau de livraison. Ce contrôle doit notamment porter sur la qualité, les quantités, les références des produits ainsi que sur leur conformité à la commande. Aucune réclamation ne sera prise en compte passé le délai de 8 jours à compter du jour de la livraison.

V – Responsabilité des parties :

- 5.1. Le client assume l'entière responsabilité des produits finis.
- 5.2. La responsabilité de l'ESAT n'est engagée que dans la stricte limite de l'exécution du travail que lui confie son client.
- 5.3. En présence d'une action ou d'une menace d'action en revendication, en contrefaçon ou en concurrence déloyale de la part d'un tiers, portant sur les prestations ou sur les produits finis réalisés à la demande du client, ce dernier supporte seul toutes les conséquences de cette action. Il garantit l'ESAT vis-à-vis du tiers concerné et est tenu de dédommager intégralement l'ESAT de tous frais et préjudices susceptibles de lui être causés à cette occasion.

VI – Paiement des prestations :

- 6.1. Sauf dispositions contraires précisées sur le bon de commande ou le devis, le délai de règlement des sommes dues est fixé au trentième jour suivant la date d'émission de la facture.
- 6.2. Tout défaut de paiement, même partiel, à l'échéance rendra immédiatement exigible l'intégralité des sommes dues par le client au titre de toutes ses factures dues à l'ESAT. Dès le premier jour suivant l'échéance, le défaut de paiement donnera lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par décret (40 € - décret du 2/10/2012), ainsi qu'au paiement de pénalités de retard d'un montant égal à trois fois le taux d'intérêt légal. Ces pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire.
- 6.3. Aucun escompte n'est accordé pour les paiements anticipés
- 6.4. En cas de réclamation, l'obligation de paiement reste effective.
- 6.5. En cas de rupture du contrat, toutes les sommes restant dues doivent être intégralement

- 6.6. L'ESAT conserve la propriété des produits finis livrés au client, jusqu'au paiement effectif de l'intégralité de leur prix. Au sens de la présente clause de réserve de propriété, la remise d'un titre créant une obligation de payer (traite, billet à ordre, etc...) ne constitue pas un paiement.

VII – Durée et résiliation du contrat :

- 7.1. Le contrat liant le client et l'ESAT est conclu pour la durée déterminée ou indéterminée figurant sur le bon de commande ou le devis. Le contrat à durée déterminée se poursuivra au delà de sa durée initiale par tacite reconduction et pour des durées successives correspondant chacune à la durée initiale du contrat. Chaque partie pourra dénoncer le renouvellement du contrat en adressant à l'autre partie un courrier recommandé avec accusé de réception, en respectant un préavis de DEUX mois. Art. L 215-1, 215-2 et 215-23 et 241-3 du code de la Consommation : Art. L 215-1 : Pour les contrats de prestations de services conclus pour une durée déterminée avec une clause de reconduction tacite, le professionnel prestataire de services informe le consommateur par écrit, par lettre nominative ou courrier électronique dédiés, au plus tôt trois mois et au plus tard un mois avant le terme de la période autorisant le rejet de la reconduction, de la possibilité de ne pas reconduire le contrat qu'il a conclu avec une clause de reconduction tacite. Cette information, délivrée dans des termes clairs et compréhensibles, mentionne, dans un encadré apparent, la date limite de non-reconduction. Lorsque cette information ne lui a pas été adressée conformément aux dispositions du premier alinéa, le consommateur peut mettre gratuitement un terme au contrat, à tout moment à compter de la date de reconduction. Les avances effectuées après la dernière date de reconduction ou, s'agissant des contrats à durée indéterminée, après la date de transformation du contrat initial à durée déterminée, sont dans ce cas remboursées dans un délai de trente jours à compter de la date de résiliation, déduction faite des sommes correspondant, jusqu'à celle-ci, à l'exécution du contrat. Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice de celles qui soumettent légalement certains contrats à des règles particulières en ce qui concerne l'information du consommateur. Art. L 215-2 : Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux exploitants des services d'eau potable et d'assainissement. Art. L 215-3 Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux contrats conclus entre des professionnels et des non-professionnels. Art. L 241-3 : Lorsque le professionnel n'a pas procédé au remboursement dans les conditions prévues à l'article L. 215-1, les sommes dues sont productives d'intérêts au taux légal.

- 7.2. En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à l'une quelconque de ses obligations contractuelles, la partie lésée pourra, si bon lui semble, adresser à l'autre partie une mise en demeure de palier à sa carence, par courrier recommandé avec accusé de réception. Si l'autre partie n'a pas palié à sa carence dans un délai de 30 jours de la première présentation du courrier de la partie lésée, cette dernière pourra, si bon lui semble, résilier le contrat aux torts de l'autre partie par un nouveau courrier recommandé avec accusé de réception, sans préjudice des dommages et intérêts et/ou indemnités dues par l'autre partie.

VIII – Règlement des litiges :

- 8.1. Ce contrat est soumis au droit français.
- 8.2. En l'absence de résolution à l'amiable d'un différend relatif à la conclusion, l'exécution ou les suites de ce contrat, le règlement de ce litige est soumis à la compétence exclusive du tribunal de commerce du lieu du siège de l'ESAT.

IX – Protection des données

- 9.1. Le client est informé que le traitement des données personnelles communiquées sera effectué aux fins de la bonne exécution de la prestation confiée à l'ESAT. L'ADAPEI AM a désigné un délégué à la protection des données qui peut être contacté à l'adresse mail dpo@adapeiam.fr. Conformément aux dispositions du Règlement européen UE 2016/679 sur la protection des données et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 révisée par la loi du 20 juin 2018, le client dispose, de façon limitée, auprès de l'ADAPEI AM d'un droit d'accès, de rectification ou d'une limitation du traitement. Ces données sont conservées pendant toute la durée du traitement en application des dispositions légales. Le client pourra exercer ses droits en formulant sa demande, par écrit, directement auprès de l'ADAPEI AM. Le client a également le droit d'introduire une plainte auprès de la CNIL. La fourniture de données personnelles conditionne la bonne qualité de réalisation des prestations dispensées et à ce titre est obligatoire.

Date et signature du client

Signature(s) électronique(s) du présent document

La version originale de ce document est sous forme électronique, par conséquent les signatures ci-dessous doivent impérativement être vérifiées électroniquement à l'aide d'un logiciel adapté comme Adobe Acrobat Reader DC™. Si un message d'avertissement apparaît, la raison peut être liée à l'absence de confiance dans l'Autorité de Certification qui a délivré le certificat utilisé pour signer le document. Dans ce cas, cliquez sur « Détails du certificat » dans le « Panneau des signatures » et sélectionnez le certificat « Sunnystamp Root CA G2 » puis cliquez sur « Ajouter aux certificats approuvés » dans l'onglet « Approbation ». A noter que les logiciels de lecture de documents PDF en mode Web ou mobile n'affichent pas les détails relatifs aux signatures électroniques. Pour toute question, merci de nous écrire à l'adresse support@lex-persona.com.

Digital signature(s) of this document

The original version of this document is in electronic form, so the signatures below must always be verified electronically using appropriate software such as Adobe Acrobat Reader DC™. If a warning message appears, the reason may be the absence of trust in the Certificate Authority which issued the certificate used to sign the document. In this case, click on "Certificate Details" in the "Signatures panel" and select the "Sunnystamp Root CA G2" certificate then click on "Add to approved certificates" on the "Approval" tab. Note that PDF reading software in web or mobile mode does not display the details of the digital signatures. If you have any questions, please write to us at support@lex-persona.com.